



Le point de vue des propriétaires d'entreprises sur le commerce intérieur

Résultats du Sondage Omnibus
de la FCEI

Décembre 2022

FCEI

**FÉDÉRATION CANADIENNE
DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE**

En affaires pour vos affaires.

À propos des données de ce rapport



Sondage *Votre voix* - résultats finaux de septembre 2022

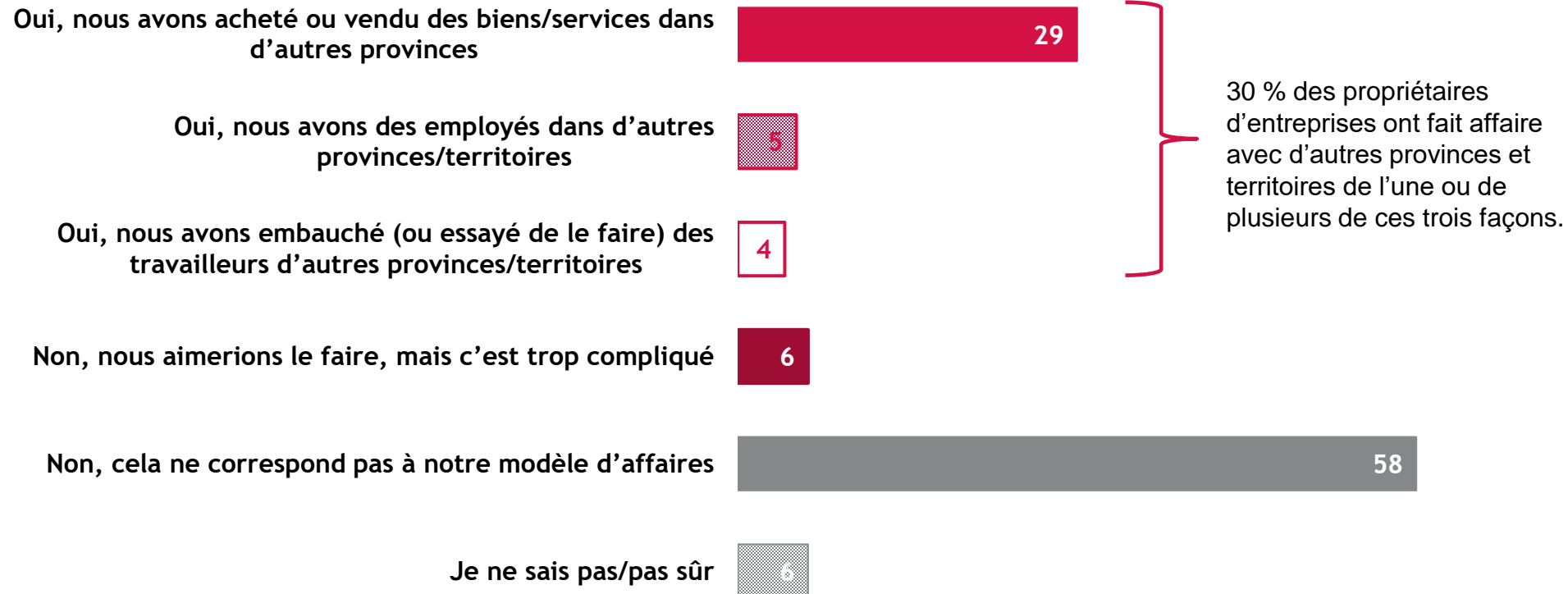
- **Type** : sondage omnibus en ligne de la FCEI avec accès contrôlé.
- **Dates du sondage** : du 8 au 26 septembre 2022.
- **Résultats** : basés sur les réponses de 3 679 membres de la FCEI, qui sont propriétaires de PME, et issus de tous les secteurs et de toutes les régions du Canada.
- À titre de comparaison, un échantillon probabiliste avec le même nombre de répondants aurait une marge d'erreur de +/-1,6 %, 19 fois sur 20.

Points clefs

- 3 entreprises sur 10 (30 %) ont fait affaire avec d'autres provinces et territoires au cours des trois dernières années; plus de la moitié d'entre elles disent que cela ne correspond pas à leur modèle d'affaires.
- Des entreprises qui ont embauché des travailleurs d'autres provinces ou territoires ou qui ont des employés travaillant dans d'autres provinces ou territoires, 2 entreprises sur 5 (43 %) ont connu des difficultés.
- Environ 9 entreprises sur 10 (88 %) SONT D'ACCORD pour dire que les gouvernements de tout le pays devraient se donner comme priorité de supprimer un maximum d'obstacles à la circulation des produits, des services et des travailleurs entre les provinces et les territoires.
- Presque 4 entreprises sur 5 (77 %) SONT D'ACCORD pour dire que les consommateurs canadiens devraient pouvoir acheter directement des boissons alcoolisées fabriquées au Canada (vin, bière et spiritueux artisanaux) de n'importe quelle province/territoire.
- Près de 9 entreprises sur 10 (89 %) SONT D'ACCORD pour qu'une licence ou une accréditation professionnelle accordée dans une province/un territoire soit automatiquement reconnue dans toutes les provinces/territoires/ailleurs au pays (p. ex. personnel des établissements de soins de longue durée, etc.).
- Plus de 7 entreprises sur 10 (73 %) SONT D'ACCORD pour dire que les travailleurs inscrits à la commission d'indemnisation des accidents du travail d'une province ou d'un territoire devraient pouvoir travailler n'importe où au Canada.
- Plus des trois quarts (77 %) des entreprises SONT D'ACCORD pour que les producteurs de viande titulaires d'une licence provinciale/soumis à des inspections provinciales devraient pouvoir vendre leurs produits partout au pays.

3 entreprises sur 10 ont fait affaire avec d'autres provinces et territoires au cours des trois dernières années; plus de la moitié d'entre elles disent que cela ne correspond pas à leur modèle d'affaires

(Sélectionner toutes les réponses pertinentes, % de réponse)



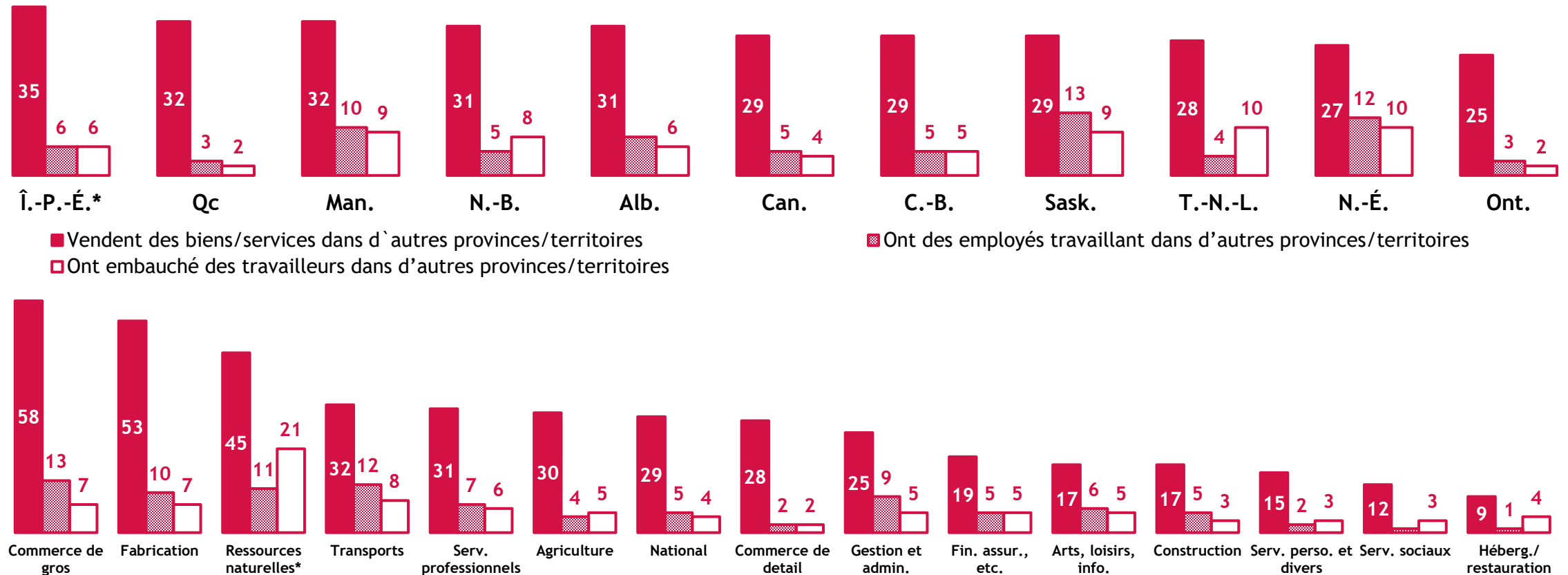
Source : FCEI, sondage Votre voix - septembre 2022, du 8 au 26 septembre 2022, résultats finaux, n = 3 368.

Question : Au cours des 3 dernières années, votre entreprise a-t-elle fait affaire avec d'autres provinces/territoires? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes)

Remarque: Les répondants pouvaient choisir plus d'une réponse. Les totaux n'atteignent pas 100%.

Les entreprises qui vendent des biens/services, qui ont des employés travaillant dans d'autres provinces/territoires et qui ont embauché des travailleurs dans d'autres provinces/territoires varient selon la province et le secteur

(Par province et par secteur, % de réponses)



Source : FCEI, sondage *Votre voix* - septembre 2022, du 8 au 26 septembre 2022, résultats finaux, n = 3 368.

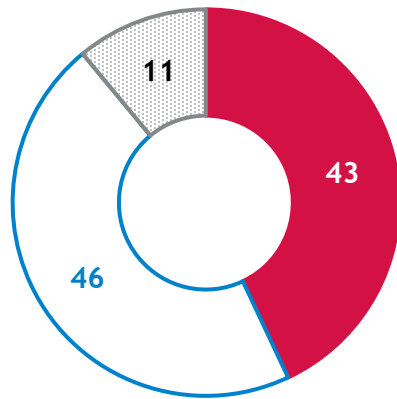
Question : Au cours des 3 dernières années, votre entreprise a-t-elle fait affaire avec d'autres provinces/territoires? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes)

Remarques : 1) *Taille d'échantillon < 40.

2) Les répondants pouvaient choisir plus d'une réponse. Les totaux n'atteignent pas 100%.

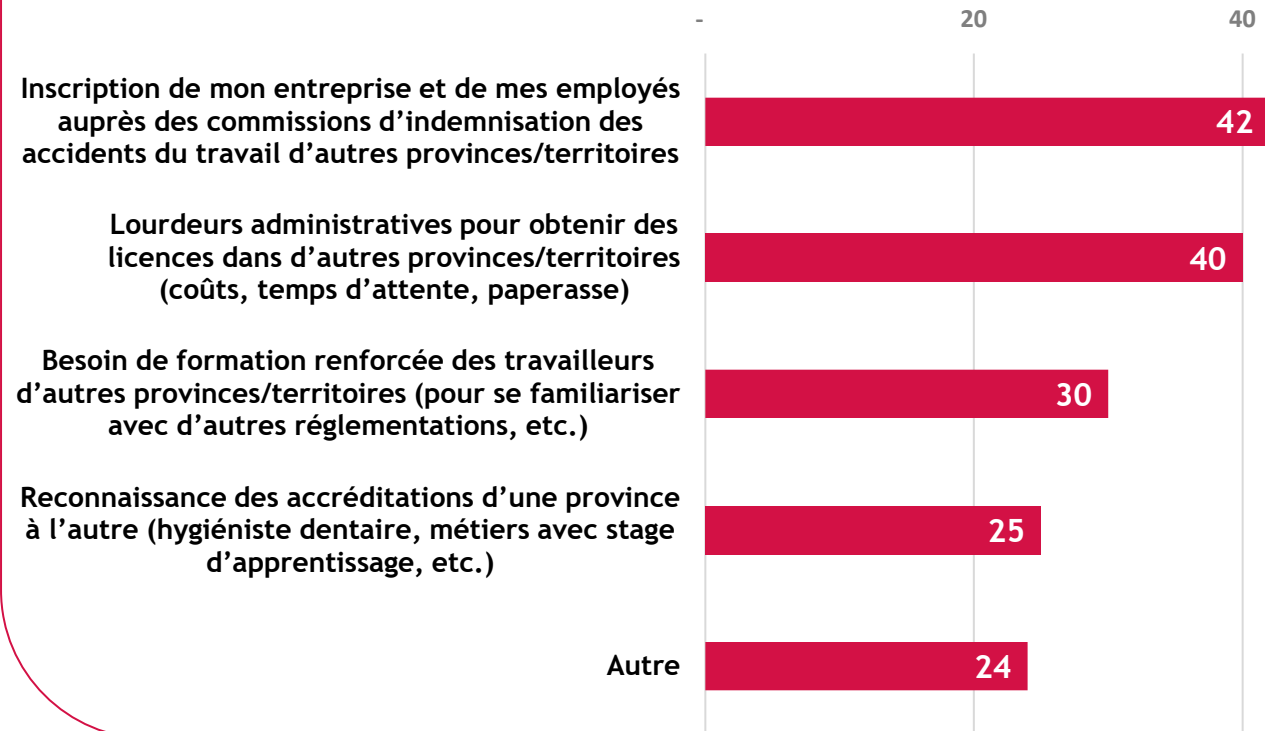
Des entreprises **qui ont embauché** des travailleurs d'autres provinces ou territoires ou **qui ont des employés travaillant** dans d'autres provinces ou territoires, **2** propriétaires d'entreprise **sur 5 ont connu des difficultés** (% de réponses)

D'entreprises **ayant embauché** des travailleurs d'autres provinces ou territoires ou **ayant des employés travaillant** dans ces/d'autres provinces ou territoires²



- Défis/obstacles rencontrés
- Aucun défi/obstacle rencontré
- ▣ Je ne sais pas/pas sûr

Principaux défis rencontrés par les propriétaires qui ont embauché des travailleurs d'autres provinces ou territoires ou dont les employés travaillent dans d'autres provinces ou territoires



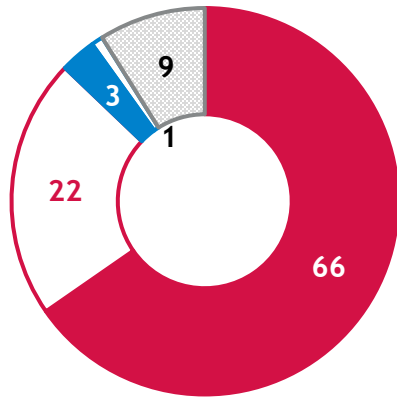
Source: FCEI, sondage *Votre voix* - septembre 2022, du 8 au 26 septembre 2022, résultats finaux, n = 244 (seulement les propriétaires qui: (i) ont embauché ou tenté d'embaucher des employés d'autres provinces ou territoires; (ii) ont des employés travaillant dans d'autres provinces ou territoires.

Question : À quels obstacles réglementaires avez-vous été confronté lorsque vous avez embauché des travailleurs d'autres provinces/territoires ou fait travailler certains de vos employés dans d'autres provinces/territoires? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes)

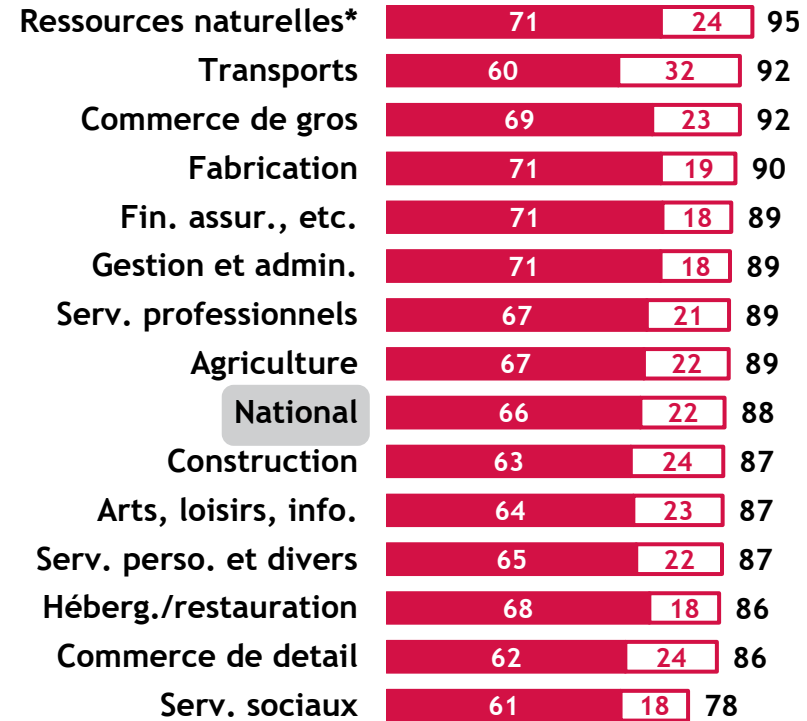
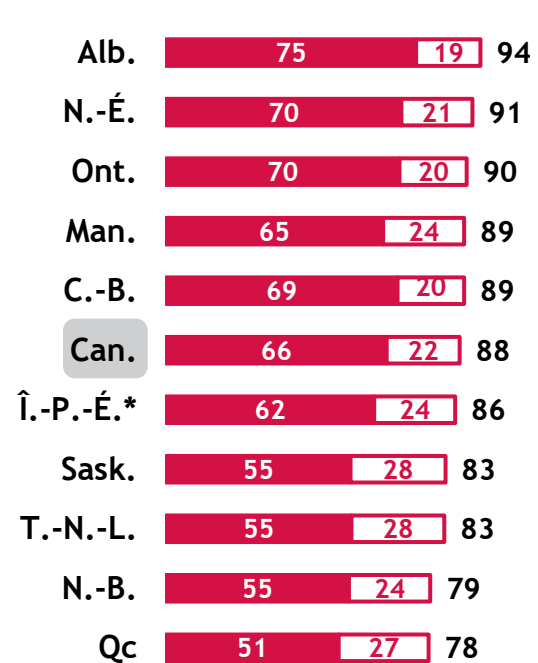
Remarques : 1) (graphique à droite) Les répondants pouvaient choisir plus d'une réponse. Les totaux n'atteignent pas 100%.

2) Les entreprises qui ont embauché des travailleurs d'autres provinces représentent 4% de toutes les entreprises; les entreprises dont les employés travaillent dans d'autres provinces ou territoires représentent 5% de toutes les entreprises.

Environ **9 entreprises sur 10 (88 %)** **SONT D'ACCORD** pour dire que les gouvernements de tout le pays devraient se donner comme priorité de supprimer un maximum d'obstacles à la circulation des produits, des services et des travailleurs entre les provinces et les territoires (Par province et par secteur, % de réponses)



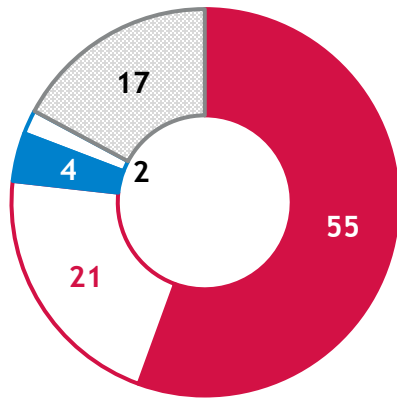
- Tout à fait d'accord
- ▣ Plutôt d'accord
- Plutôt pas d'accord
- ▣ Pas du tout d'accord
- Je ne sais pas/sans objet



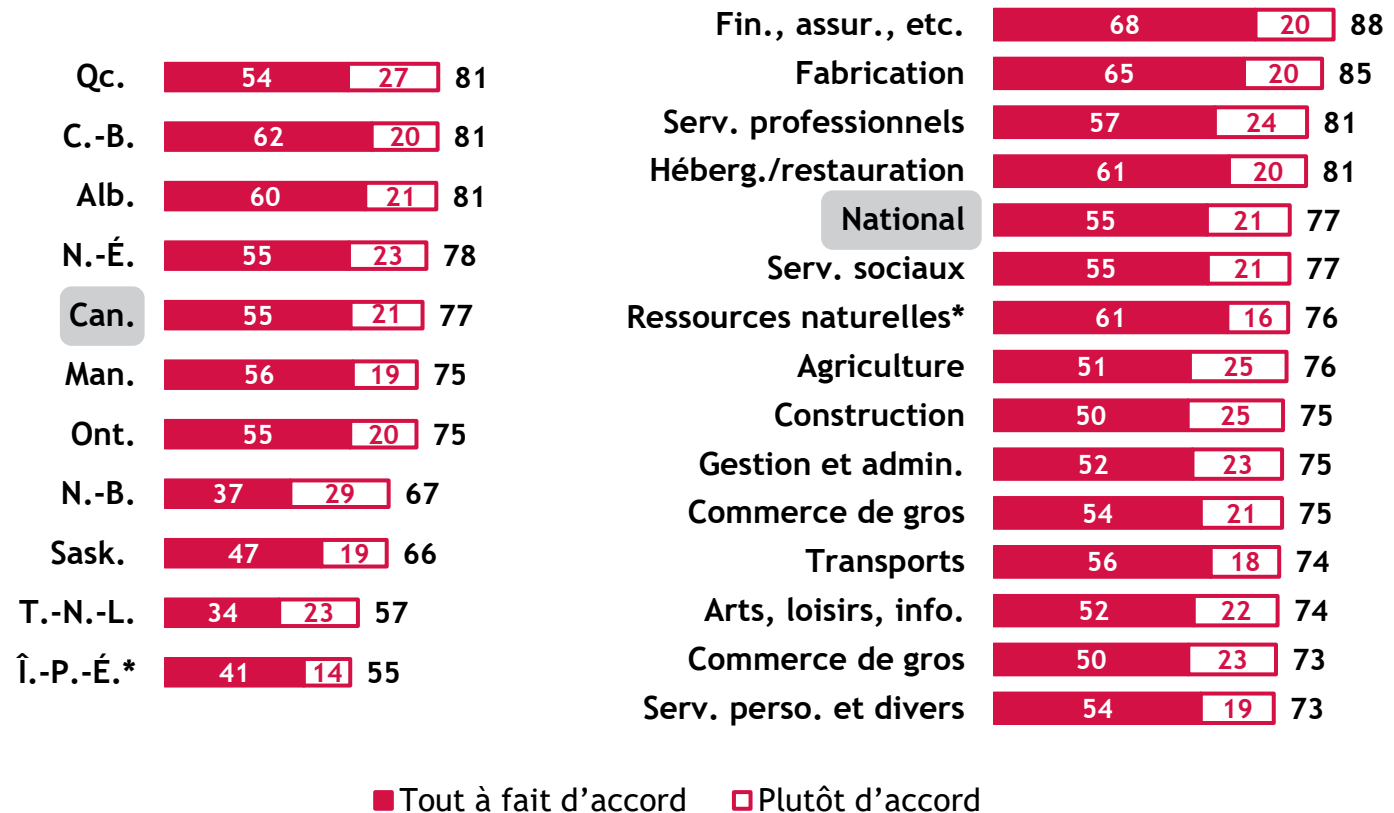
- Tout à fait d'accord
- ▣ Plutôt d'accord

Source : FCEI, sondage Votre voix - septembre 2022, du 8 au 26 septembre 2022, résultats finaux, n = 3 308.
 Question : Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec le fait que les gouvernements du Canada devraient se donner comme priorité de supprimer un maximum d'obstacles à la circulation des biens, des services et des travailleurs entre les provinces et les territoires.
 Remarques : 1) *Taille d'échantillon < 40.
 2) Les totaux peuvent ne pas correspondre en raison de l'arrondissement.

Presque **4 entreprises sur 5 (77 %)** **SONT D'ACCORD** pour dire que les consommateurs canadiens devraient pouvoir acheter directement des boissons alcoolisées fabriquées au Canada (vin, bière et spiritueux artisanaux) de n'importe quelle province/territoire
(Par province et par secteur, % de réponses)



- Tout à fait d'accord
- Plutôt d'accord
- Plutôt pas d'accord
- Pas du tout d'accord
- Je ne sais pas/sans objet



■ Tout à fait d'accord □ Plutôt d'accord

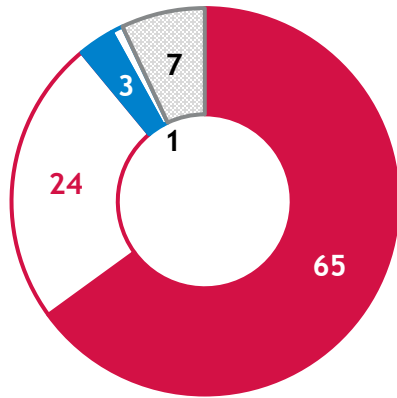
Source: FCEI, sondage Votre voix - septembre 2022, du 8 au 26 septembre 2022, résultats finaux, n = 3 292.

Question : Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec l'idée que les consommateurs canadiens devraient pouvoir acheter directement des boissons alcoolisées fabriquées au Canada (vin, bière et spiritueux artisanaux) de n'importe quelle province/territoire.

Remarques : 1) *Taille d'échantillon < 40.

2) Les totaux peuvent ne pas correspondre en raison de l'arrondissement.

Près de **9 entreprises sur 10 (89 %)** **SONT D'ACCORD** pour qu'une licence ou une accréditation professionnelle accordée dans une province/un territoire soit automatiquement reconnue dans toutes les provinces/territoires au pays (p. ex. personnel des établissements de soins de longue durée, etc.) (Par province et par secteur, % de réponses)



- Tout à fait d'accord
- Plutôt d'accord
- Plutôt pas d'accord
- Pas du tout d'accord
- Je ne sais pas/sans objet

Province/Territoire	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Total
Î.-P.-É.*	66	31	97
N.-É.	66	30	96
Man.	66	25	90
C.-B.	69	21	90
Ont.	67	23	90
Can.	65	24	89
Alb.	61	27	88
Qc	61	26	87
Sask.	58	28	86
T.-N.-L.	60	26	85
N.-B.	58	24	82

Secteur	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Total
Fin. Ins. etc.	63	31	94
Wholesale	68	25	93
Manufacturing	69	23	92
Ent. & Admin. Mgmt.	60	31	91
Agriculture	66	25	91
Hospitality	69	21	90
Transportation	51	39	90
Prof. Services	67	23	90
Pers./Misc. Services	70	19	89
National	65	24	89
Retail	62	25	87
Construction	60	27	87
Natural Resources*	60	25	85
Arts, Rec. & Info.	57	27	84
Soc. Services	60	21	81

■ Tout à fait d'accord □ Plutôt d'accord

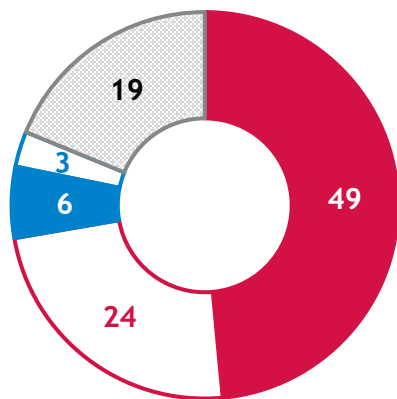
Source: FCEI, sondage Votre voix - septembre 2022, du 8 au 26 septembre 2022, résultats finaux, n = 3 308.

Question : Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non pour que les licences ou accréditations professionnelles accordées dans une province ou un territoire devraient être automatiquement reconnues ailleurs au pays (personnel des établissements de soins de longue durée, autre personnel de santé, etc.)

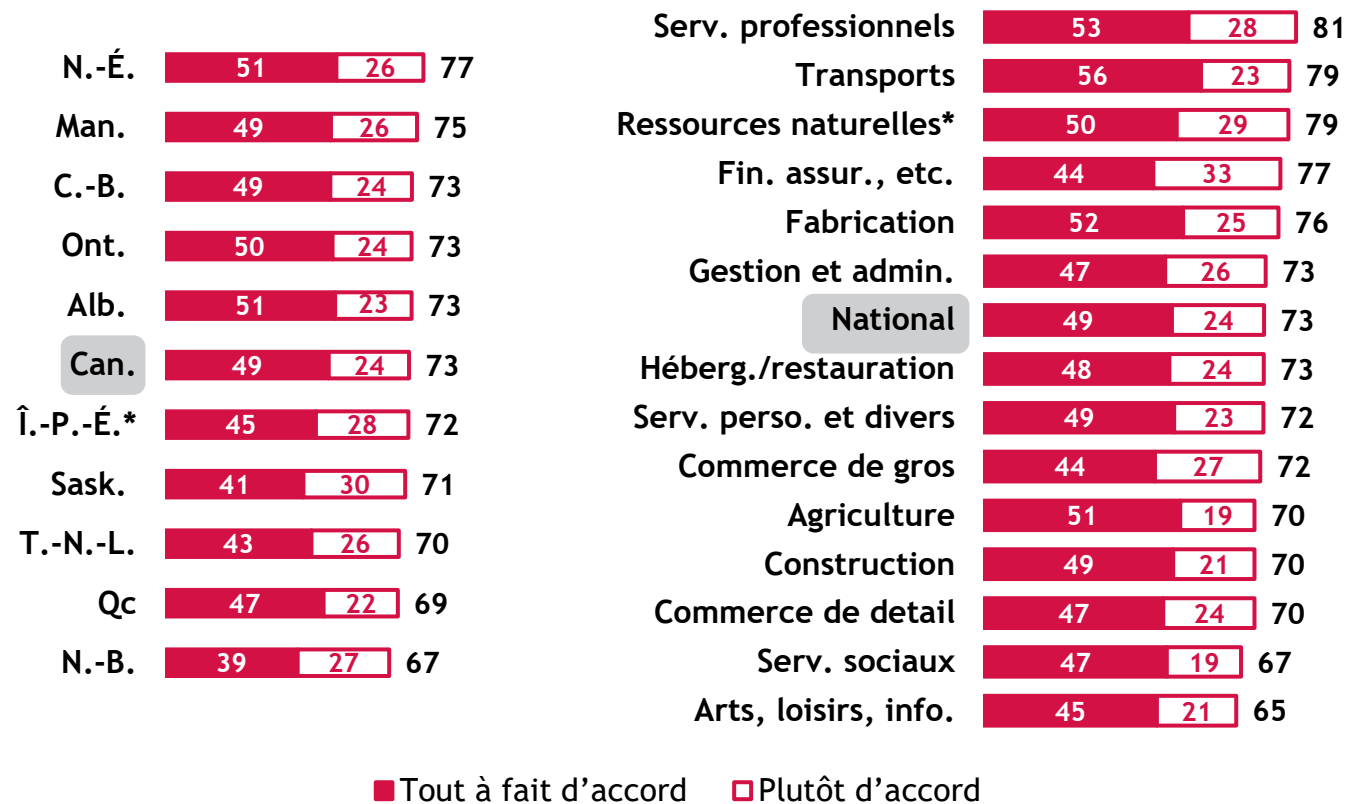
Remarques : 1) *Taille d'échantillon < 40.

2) Les totaux peuvent ne pas correspondre en raison de l'arrondissement.

Plus de 7 entreprises sur 10 (73 %) **SONT D'ACCORD** pour dire que les travailleurs inscrits à la commission d'indemnisation des accidents du travail d'une province ou d'un territoire devraient pouvoir travailler n'importe où au Canada (Par province et par secteur, % de réponses)

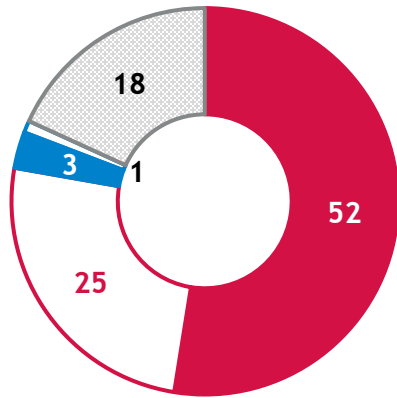


- Tout à fait d'accord
- Plutôt d'accord
- Plutôt pas d'accord
- Pas du tout d'accord
- Je ne sais pas/sans objet

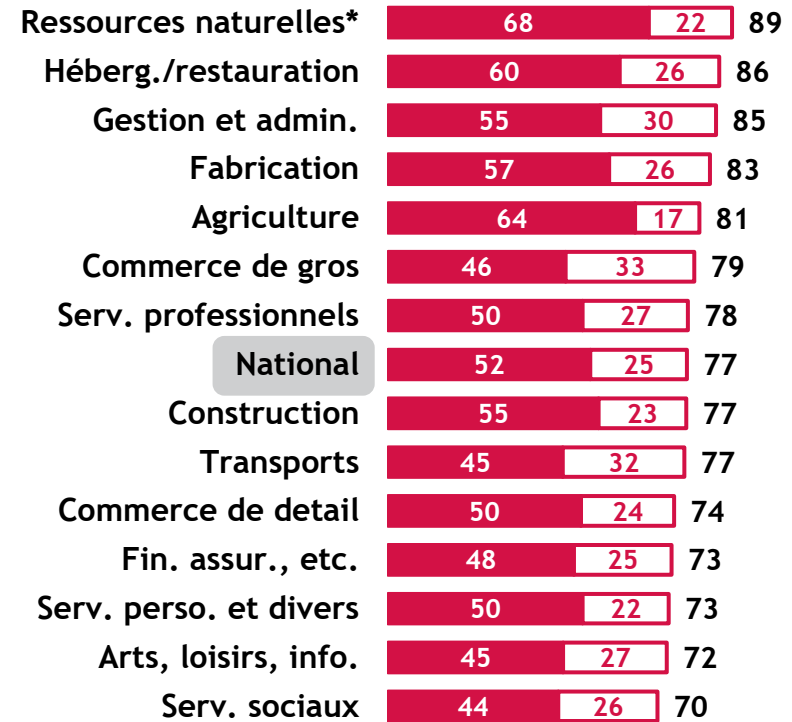
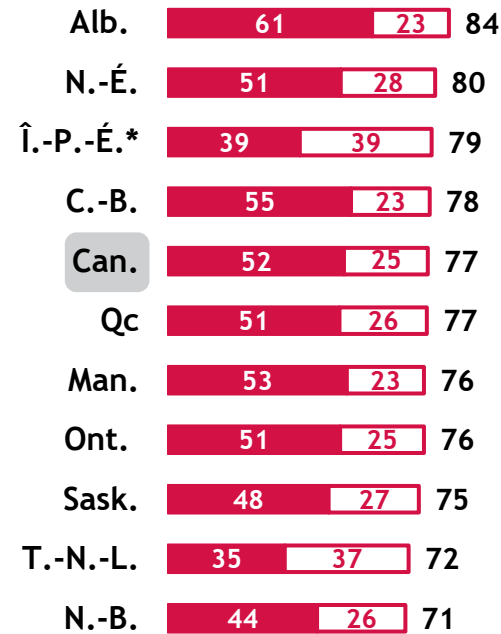


Source: FCEI, sondage Votre voix - septembre 2022, du 8 au 26 septembre 2022, résultats finaux, n = 3 279.
 Question: Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non pour que les travailleurs inscrits à la commission d'indemnisation des accidents du travail d'une province ou d'un territoire devraient pouvoir travailler n'importe où au Canada.
 Remarques : 1) *Taille d'échantillon < 40.
 2) Les totaux peuvent ne pas correspondre en raison de l'arrondissement.

Plus des **trois quarts** (77 %) des entreprises **SONT D'ACCORD** pour que les producteurs de viande titulaires d'une licence provinciale/soumis à des inspections provinciales devraient pouvoir vendre leurs produits partout au pays (Par province et par secteur, % de réponses)



- Tout à fait d'accord
- Plutôt d'accord
- Plutôt pas d'accord
- Pas du tout d'accord
- Je ne sais pas/sans objet



- Tout à fait d'accord
- Plutôt d'accord

Source : FCEI, sondage Votre voix - septembre 2022, du 8 au 26 septembre 2022, résultats finaux, n = 3 292.
 Question : Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non pour que les producteurs de viande titulaires d'une licence provinciale/soumis à des inspections provinciales devraient pouvoir vendre leurs produits partout au pays.
 Remarques : 1) *Taille d'échantillon < 40.
 2) Les totaux peuvent ne pas correspondre en raison de l'arrondissement.

Questions ou demandes de données

Simon Gaudreault
Économiste en chef et Vice-président, recherche
nationale
simon.gaudreault@cfib.ca

Marvin Cruz
Directeur de la recherche
marvin.cruz@cfib.ca

Informations supplémentaires

Toutes les recherches de la FCEI
fcei.ca/recherche



@CFIB_FCEI_Stats